

Enfance et jeunesse : une génération sacrifiée ?

Aux heures d'école, dans les villes grouillantes du monde en développement, on peut les voir cirer les chaussures, laver les voitures, pousser une charrette ou ramasser les ordures. Et encore, ceux-là ont de la chance.



©UNICEF/NOORANI

Une petite fille transporte des briques à Buthawal (Népal). Dans ce pays, on estime que 60 % des enfants travaillent pour aider leur famille. Pour 100 trajets, elle gagne 10 roupies (25 cents E.-U.).

Dépourvus d'éducation de base ou de formation, les enfants des rues sont une proie facile pour les dealers et les proxénètes. Beaucoup glissent dans le crime ou la prostitution, contractent le virus du sida dans des relations non protégées ou parce qu'ils se droguent. Ils sont arrêtés, battus, voire même assassinés par les « escadrons de la mort » lorsqu'ils ont le malheur de vivre dans les favelas de Rio de Janeiro.

Qu'ils soient déscolarisés, orphelins ou abandonnés, déplacés ou réfugiés, handicapés, journaliers ou soldats, comme les 300 000 enfants de moins de 18 ans engagés dans les conflits armés, tous les enfants dans le besoin ont une chose en commun : ils sont au plus bas de l'échelle. Un père de famille thaïlandais d'Udon Thani – où les enfants les plus pauvres sont contraints de se prostituer ou de mendier dans les rues – résume simplement la situation : « Le jour où nous cesserons d'être pauvres est celui où nous cesserons de vendre nos enfants. »

La pauvreté rejette l'éducation, et ce rejet perpétue à son tour le cycle infernal de la pauvreté. L'éducation est le meilleur moyen, et souvent le seul, pour l'enfant de briser la spirale descendante de la privation, comme le souligne Anjimile Doka, du Programme des Nations Unies pour le développement : « L'inégalité entre les enfants aujourd'hui est totalement inacceptable, et la seule façon d'y remédier est d'apporter à ces enfants une chance d'étudier », dit-elle.

Aujourd'hui, 113 millions d'enfants, dont une majorité de filles, sont exclus de l'éducation. 100 millions d'entre eux vivent dans les pays en développement. L'enfant exclu peut être un garçon recruté par la guérilla au sein d'une tribu des hauts plateaux d'Amérique latine, ou une fillette qui racole le touriste sexuel dans un bidonville d'Asie. Des exemples

de misère extrême, comme ceux des enfants des rues. Mais les raisons de l'exclusion peuvent être plus anodines, et ses effets aussi pernicieux, comme dans le cas de l'enfant africain, une fille sans doute, qu'on garde à la maison pour qu'elle surveille la moisson, fasse la corvée d'eau ou s'occupe de ses frères et sœurs.

Un enchevêtrement de facteurs socio-culturels, économiques et géographiques exclut les enfants de l'éducation. Les écoles excluent lorsqu'elles refusent de s'associer aux parents, la bureaucratie exclut en ne soutenant pas suffisamment les enseignants, et l'Etat exclut parce que ses politiques ne se mettent pas assez à l'écoute des enfants. L'Etat ayant été lent à pratiquer l'éducation non formelle, ce sont les organisations non gouvernementales, en majorité, qui apportent l'éducation aux enfants en situation difficile. Mais pour que de vrais progrès soient réalisés, il faut construire des partenariats plus efficaces entre Etat et ONG.

« Toucher les enfants marginalisés est une tâche difficile et coûteuse », rappelle Svein Osttveit, secrétaire exécutif du Forum sur l'éducation pour tous. « Mettre l'éducation à leur portée est, et continuera d'être, un formidable pari pour lequel il faut savoir faire preuve d'imagination. »

Les partenariats avec les collectivités locales et les activités d'apprentissage centrées sur l'enfant sont au cœur de projets, tels qu'ACCESS en Ethiopie, qui ont expérimenté, sur une grande échelle, un mode de scolarisation souple et géré par les communautés. Le programme mexicain d'éducation de base alternative se déplace jusqu'aux camps de travailleurs saisonniers, adaptant les cursus en fonction des périodes de récolte et permettant aux élèves de réintégrer ensuite le système formel. *Save the children* travaille avec le gouvernement du Lesotho à intégrer les enfants handicapés dans les écoles ordinaires.

« A moins de faire tomber les murs du sexisme, de la pauvreté, de l'ethnicité, des handicaps et de la distance qui excluent des millions de jeunes de la place qui leur est due, l'éducation pour tous ne sera qu'un rêve amèrement déçu ».

Carol Bellamy,
Directeur exécutif de l'UNICEF



Enfance et jeunesse : une génération sacrifiée ?

Les enfants exclus d'aujourd'hui seront les jeunes marginalisés de demain. Nombreux sont les enfants laissés pour compte qui entreront dans l'adolescence sans aucune des compétences de base indispensables à une vie digne et humaine. Il y a plus de jeunes de 15 à 24 ans dans le monde qu'il n'y en a jamais eu – ils sont déjà plus d'un milliard, et leur nombre grandit. Pourtant, on n'a guère d'études sur la jeunesse marginalisée. « Les statistiques réelles manquent, ou restent confidentielles », explique Marc Gilmer de l'UNESCO. « On ne dispose que de fragments, chaque ministère – éducation, emploi, affaires sociales, justice – s'intéressant à une population de jeunes donnée. »

La marginalisation des jeunes ne s'arrête pas aux pays en développement : l'Organisation internationale du travail (OIT) s'inquiète de ce que le chômage des jeunes et d'autres formes d'exclusion ont atteint des « niveaux élevés intolérables » dans les principaux pays industrialisés. En France, où les jeunes sont appelés « la génération salle d'attente », un jeune sur quatre est sans emploi.

Depuis dix ans, des solutions nouvelles pour combattre l'exclusion des jeunes se font jour. Au Royaume-Uni, un projet de l'organisation non gouvernementale *Voluntary Services Overseas*, met la jeunesse marginalisée au service du développement. Après une formation sur des sujets tels que la sensibilisation au VIH, le développement sportif et l'éducation dans le monde, ils partent travailler six mois dans un

pays en développement. Le résultat ? Ils acquièrent des compétences, se frottent à la vie et gagnent confiance en eux-mêmes.

D'autres stratégies permettent aussi de lutter contre l'exclusion des jeunes, telles que les écoles communautaires et les écoles du soir, les programmes d'éducation radiophonique et l'encadrement des populations pauvres pour qu'elles acquièrent des savoir-faire générateurs de revenus. En Mongolie, le projet « Apprendre pour vivre » dispense par radio une formation génératrice de revenus, entre autres, à 3 000 jeunes géographiquement isolés. Quant à la Commission européenne, elle pilote des « écoles de la deuxième chance » dans douze pays.

Avec le projet conjoint de l'Association pour la protection de l'environnement (APE) et l'UNESCO au « village poubelle » de Mokattam, dans la banlieue du Caire, des milliers de jeunes ramasseurs d'ordures sans éducation ont appris à conduire des machines à piler le plastique, à compacter le papier et le carton et à broyer les tissus. Ils ne vont pas à l'école, mais acquièrent des

rudiments de lecture, d'écriture, de numération et de gestion dans le cadre de l'adaptation à ce nouveau type de travail. « Les mécanismes du marché produisent un apprentissage qui est tout aussi valable et efficace que l'enseignement en classe », remarque Laïla Iskandar Kamel, une des fondatrices de l'APE.

« Ce sont l'espoir et l'énergie des jeunes, leur enthousiasme et leur volonté d'expérimenter qui font avancer la société », déclare Kofi Annan, secrétaire général des Nations Unies. Inversement, l'aliénation des jeunes est une garantie de malaise social. Des projets convenablement ciblés peuvent tirer les exclus de leur marginalisation. Si l'on ne veut pas perdre une génération de plus, il faut agir vite et sur une grande échelle. Kofi Annan nous met en garde : « Une société qui se coupe de sa jeunesse se coupe de sa source vive ; elle se condamne à mourir vidée de son sang ». ■



© UNICEF/FEININGER

« Qu'est-ce que vous avez à me regarder ? » Un jeune garçon brésilien fixe la caméra, sur la défensive. Les jeunes marginalisés sont une bombe à retardement qui ne demande qu'à exploser.

